

L'AMÉRIQUE LATINE EN 2020

PAR

Christophe VENTURA
Directeur de recherche à l'IRIS

Février 2020

Note d'analyse réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de Développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de Développement.

NOTE D'ANALYSE



L'Amérique latine aborde cette nouvelle décennie du 21^e siècle en crise. Cette dernière, durable, s'inscrit dans le prolongement des conséquences de la crise financière internationale de 2008 et revêt de multiples formes combinées (économique, sociale, politique et géopolitique). Elle enferme la région dans un cycle de turbulences, d'instabilité et d'incertitudes à court et moyen termes.

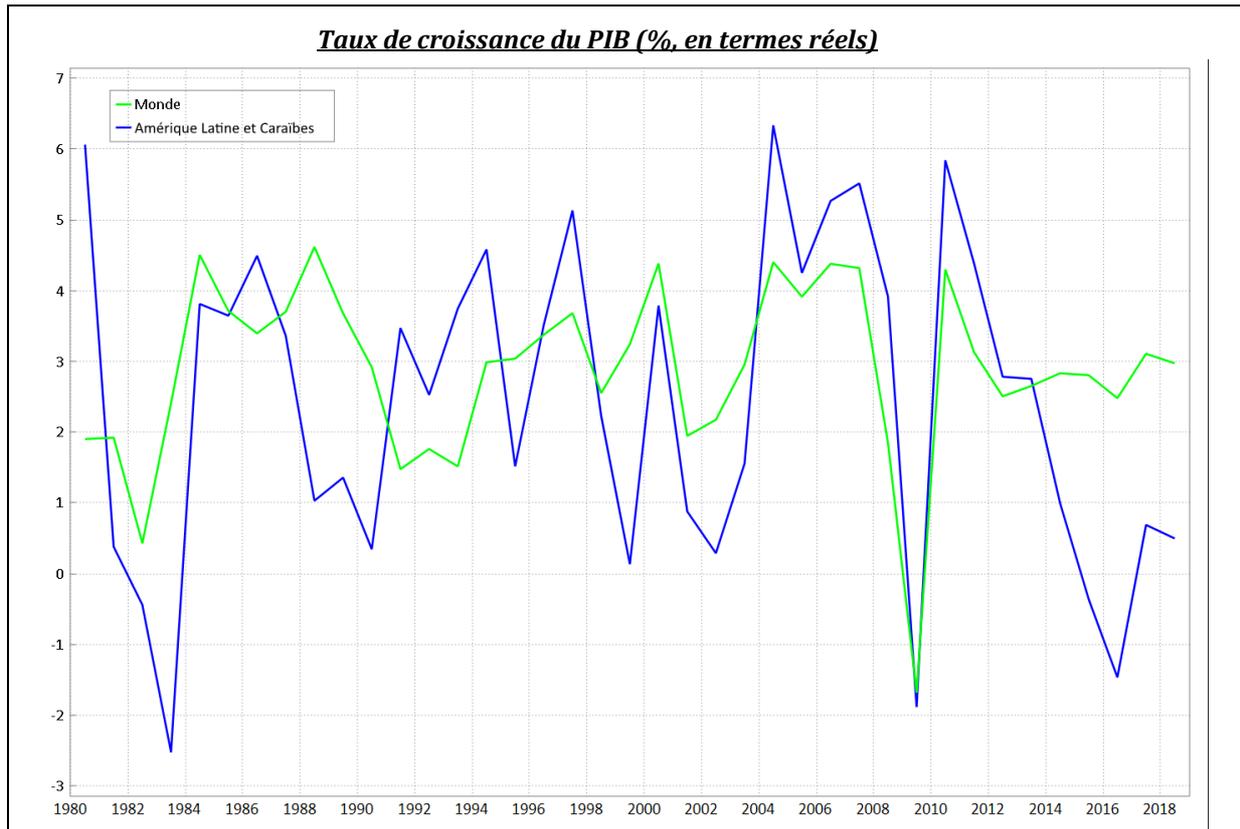
Cette note d'analyse étudiera les principales dimensions et articulations de cette crise latino-américaine dans son contexte international. Elle abordera également les enjeux spécifiques de l'élection présidentielle aux États-Unis pour la région.

ÉCONOMIE : LA « DÉCENNIE NOIRE »

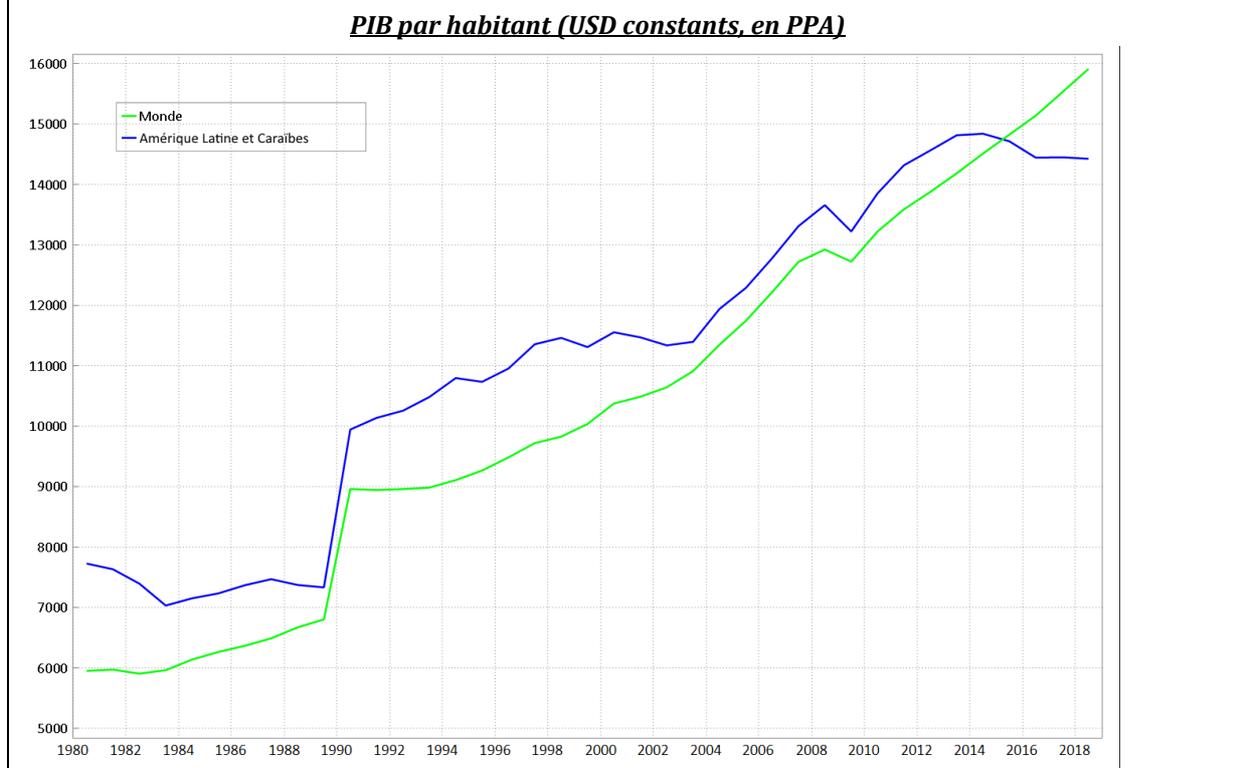
La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) est formelle. **Entre 2014 et 2019, l'Amérique latine a connu sa période de plus faible croissance économique depuis quarante ans.** Et de préciser que parmi 33 pays étudiés, 23 auront été affectés par un ralentissement économique en 2019. Dans la même veine, nombre d'organisations économico-financières internationales - Fonds monétaire international (FMI) ou Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), etc. - révisent également à la baisse, de manière régulière, les performances des économies latino-américaines.

Ces dernières, dans leur diversité, sont impactées par les conséquences à long terme de la crise financière internationale de 2008 qui s'est transformée en crise du système économique mondialisé, lui-même affecté par plusieurs maux. **Le commerce international est confronté depuis lors à une dynamique de ralentissement structurel matérialisé par une évolution désormais moins forte que la croissance économique du PIB mondial.** En plus de cette tendance structurelle, la « guerre commerciale » entre les **Etats-Unis** et la **Chine**, les pratiques commerciales unilatérales de la première puissance mondiale avec d'autres pays (ou ses menaces en la matière), les multiples incertitudes géopolitiques (Moyen-Orient, Brexit en Europe, etc.), ainsi que les difficultés macroéconomiques de plusieurs pays émergents ont pesé sur la croissance mondiale en 2019 et sur les perspectives de 2020. Cette dernière a atteint son point le plus bas depuis 2008. À ce phénomène s'ajoutent la volatilité des prix des matières premières (qui ont baissé en moyenne de 5% en 2019), la baisse des investissements, la hausse importante de l'endettement public, des entreprises et des ménages¹, etc.

¹ Selon le FMI, l'endettement mondial - public et privé combinés - représente 225% du PIB mondial. « *En moyenne, la dette mondiale dépasse désormais les 86 000 dollars par habitant, ce qui représente plus de deux fois et demi le revenu moyen par habitant* » (*New Data on Global Debt*, FMI, 2 janvier 2020, <https://blogs.imf.org/2019/01/02/new-data-on-global-debt/#more-25340>).



Source : Banque Mondiale, WDI



Source : Banque Mondiale, WDI

Ces développements se combinent aux fragilités structurelles spécifiques des économies latino-américaines, parmi lesquelles :

- la dépendance aux capitaux internationaux et aux exportations de matières premières et de ressources naturelles,
- la concentration commerciale (poids de la Chine dans les relations commerciales du Brésil et des Etats-Unis dans celles du Mexique),
- la faible productivité,
- l'informalité et la précarité très importantes du marché du travail,
- la déficience des systèmes fiscaux et la faible pression fiscale.

Ces dynamiques enferment la région dans un cycle de dépression économique. La résolution de cette situation restera largement tributaire de l'évolution de dynamiques commerciales et économiques internationales qui sont extérieures à l'Amérique latine, mais dont le sous-continent dépend pourtant structurellement.

Dans ces conditions, les économies latino-américaines font face à « une décélération économique généralisée et synchronisée au niveau des pays et des secteurs »² d'activité dans un contexte de :

- baisse de la demande intérieure régionale,
- du PIB par habitant (en moyenne - 0,9 % en 2019, chiffre le plus faible depuis les récessions de 2015/2016),
- hausse du chômage (8,2 % en moyenne, soit 25,2 millions de personnes à l'échelle régionale),
- de la pauvreté (30,8 % de la population touchée en 2019, soit 191 millions de personnes, dont 72 millions - 11,5 % - sont concernées par l'extrême pauvreté),
- des inégalités sociales³,
- de la précarité et de l'informalité dans le travail⁴.

Estimée à 0,1% en moyenne pour l'ensemble du sous-continent en 2019, la croissance latino-américaine devrait, selon la Cepal, connaître néanmoins une légère reprise en 2020 (+ 1,3%). Les principales économies latino-américaines devraient alors, selon elle, profiter de ce regain (+ 1,7% pour le **Brésil** et + 1,3% pour le **Mexique**). **L'Argentine** et le **Venezuela** souffriraient quant à eux de récessions moins fortes (respectivement -1,3% et -14%). Un groupe formé de pays centre-américains, caribéens (**République dominicaine, Panama**) et sud-américains dont la plupart disposent d'un accès à l'aire Pacifique (**Bolivie, Chili, Colombie, Pérou**), bénéficierait d'une meilleure situation avec des taux de croissance attendus de 3 à 5,5% selon les cas. Toutefois, ces pronostics, souvent défiés par les événements, seront soumis aux incertitudes des

² *Balance Preliminar de las Economías de América Latina y el Caribe 2019*, Cepal, décembre 2019, <https://www.cepal.org/es/publicaciones/45000-balance-preliminar-economias-america-latina-caribe-2019>

³ Si ces dernières ont, en matière de stricte distribution des revenus, en moyenne baissé en Amérique latine entre 2002 et 2018 (indice Gini de 0,538 à 0,465), elles ont néanmoins de nouveau augmenté en Argentine, au Brésil, au Chili ou en Équateur entre 2014 et 2018. Durant la même période, la concentration des richesses (actifs physiques, financiers, patrimoine) n'a cessé, elle, d'augmenter au profit des 1% des Latino-Américains les plus riches.

⁴ En 2019, plus de postes de travail ont été créés à « compte propre » (autoentrepreneurs, vendeurs, travailleurs informels, etc.) que dans le secteur salarié, ce qui indique une détérioration de la qualité de la structure de l'emploi.

évolutions politiques nationales (notamment en Bolivie, au Chili, en Équateur ou au Venezuela) et internationales⁵.

CRISES ET MUTATIONS SOCIALES, INCERTITUDES POLITIQUES

Une décennie de crise économique et de politiques de restriction budgétaire des États latino-américains a engendré la détérioration significative des conditions d'existence et des protections sociales pour une majorité de Latino-Américains.

Ainsi, **selon l'OCDE, près de 40 % d'entre eux sont aujourd'hui menacés de retour à la pauvreté** par le chômage, les inégalités, la précarité dans l'emploi, l'économie informelle et la faible protection sociale. **Ce phénomène touche notamment les femmes et les jeunes - toujours plus qualifiés -, au cœur des mobilisations sociales qui se développent dans la région depuis 2019. Et ce, tandis que pour la première fois dans l'histoire de la région, les « classes moyennes » - c'est-à-dire consommatrices - sont devenues, à partir de la fin des années 2000, majoritaires dans la population. Elles en constituent, selon l'OCDE, plus de 70 % du total.** Mais, précise l'organisation, 37,6 % des membres de ces « classes moyennes » sont encore « vulnérables ». Ne disposant que d'un revenu de 5,5 à 13 dollars/jour, ils sont les plus exposés à la précarité et l'insécurité sociales. Selon l'OCDE, cette catégorie représentait 34,1% de la population en 2000. Les « classes moyennes » plus stables (disposant d'un revenu quotidien de 13 à 70 dollars par jour) sont passées quant à elles de 21,1% de la population en 2000 à 35,4 % en 2016. Enfin, la catégorie des pauvres (disposant d'un revenu quotidien inférieur à 5,50 dollars) a fondu de 42,9 % en 2000 à 24,6% en 2016⁶. C'est parmi eux qu'il faut chercher les nouveaux membres - souvent des travailleurs précaires - des « classes moyennes vulnérables ».

Depuis le début des années 2000, l'Amérique latine vit ainsi une lente mutation sociologique. Une majorité de Latino-Américains a progressivement vu, dans des proportions diverses et jusqu'au début des années 2010, ses capacités de consommation augmenter (notamment par le revenu, la redistribution, l'endettement, l'arrivée sur les marchés latino-américains de nombreux produits d'exportation chinois très bon marché), ses protections économiques et sociales se renforcer (grâce aux politiques de protection sociale des États⁷), ses exigences en matière de stabilité, de mobilité, de sécurité, de qualité des services publics et collectifs, d'environnement, de fonctionnement des institutions (démocratie, lutte contre la corruption) croître. **Mais ces dynamiques se sont confrontées au ralentissement de**

⁵ L'ensemble des chiffres et données est tiré de *Balance Preliminar de las Economías de América Latina y el Caribe 2019*, Cepal, décembre 2019, <https://www.cepal.org/es/publicaciones/45000-balance-preliminar-economias-america-latina-caribe-2019> et de *Panorama social de América Latina 2019*, Cepal, décembre 2019, <https://www.cepal.org/es/publicaciones/44969-panorama-social-america-latina-2019>

⁶ OCDE, *Latin American Economic Outlook 2019. Development in Transition*, 27 septembre 2019, https://www.oecd-ilibrary.org/sites/g2g9ff18-en/1/1/6/index.html?itemId=/content/publication/g2g9ff18-en&mimeType=text/html&_csp_=a3d530f47f12c9c5eba6edda8b4c06c2&itemIGO=oecd&itemContentType=book

⁷ Sur ce sujet lire Christophe Ventura, *Enjeux et perspectives de la protection sociale en Amérique latine : un rôle pour la France ?*, note d'analyse réalisée pour le compte de l'AFD, juin 2018, <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2018/06/note-afd-enjeux-protection-sociale-amerique-latine-1.pdf>.

l'économie à la fin de la décennie 2000 et à la volatilité accrue des prix des matières premières depuis 2008 (notamment du pétrole à partir de 2012).

Face à cette situation, les États latino-américains, piégés dans des systèmes de contraintes externes et internes dans lesquels leurs marges de manœuvre et d'autonomie sont faibles (modèles de développement tributaires des exportations de matières premières, endettement, systèmes fiscaux régressifs, etc.), n'ont pas été en mesure de stopper les dynamiques de crise économique et sociale qui se sont progressivement généralisées. Ce faisant, ils ont nourri la défiance des populations à leur égard, comme à l'encontre des institutions et des personnels politiques en général.

Dénonciation des inégalités sociales, de la vie chère ou de la corruption, c'est ici qu'il faut identifier les ressorts des puissants mouvements de contestation populaires qui saisissent la région depuis 2018-2019 (Chili, **Colombie**, Équateur, **Haïti**), après ceux qui avaient frappé le Brésil en 2013 ou le Venezuela en 2014.

Ces dynamiques de détérioration économique et sociale aggravent également les problèmes qui sont à l'origine des flux migratoires centre-américain - les plus importants -, et secondairement mexicain, vers les États-Unis (**voir « États-Unis : des élections déterminantes pour l'Amérique latine »**).

Pour sa part, la crise qui déstabilise la Bolivie répond à des logiques différentes liées à l'hypermobilisation politique que connaît le pays depuis de nombreuses années. Cette dernière a mené, dans le contexte d'une controverse électorale survenue lors de l'élection du 20 octobre 2019, au coup de force contre Evo Morales soutenu par les forces armées, puis à sa démission le 10 novembre 2019. **Le pays est désormais suspendu aux résultats d'une nouvelle élection générale prévue le 3 mai 2020.** L'ancien président est interdit de s'y présenter en tant que candidat à la présidentielle. Son parti, le « Movimiento al socialismo » (Mouvement vers le socialisme, MAS), sera conduit par son ancien ministre de l'Économie Luis Arce, en tête des sondages. Evo Morales dirigera néanmoins la campagne nationale depuis son exil à Buenos Aires. Ce scrutin verra concourir les principaux dirigeants de la coalition d'opposition à l'ancien président : la présidente par intérim autoproclamée Jeanine Añez, le dirigeant de la droite radicale Luis Fernando Camacho et l'ancien président de centre-droit et candidat contre Evo Morales en 2019 Carlos Mesa. La trajectoire politique de la Bolivie reste des plus incertaines et des plus instables à moyen terme. En effet, la persistance - voire l'approfondissement - des lignes de fractures qui traversent le pays et ses familles politiques, y compris au sein des droites divisées, hypothèque la possibilité que ce nouveau scrutin débouche sur une normalisation pacifiée de la situation politique et économique du pays au cours des prochains mois.

Confrontée à l'ensemble de ces dynamiques économiques, sociales et politiques génératrices d'instabilités et d'incertitudes, l'Amérique latine s'engage dans une nouvelle année électorale de forte intensité. Et ce, après avoir clôturé son « super cycle électoral »

2018-2019 durant lequel se sont déroulées douze élections présidentielles qui ont redessiné le paysage (géo)politique régional (**voir « Coalitions régionales en mouvement »**).

Ainsi, le **Pérou** a élu, de manière anticipée, un nouveau Congrès le 26 janvier 2020 suite à la décision du président Martin Vizcarra d'organiser ces élections extraordinaires pour sortir de la crise qui l'opposait depuis 2018 au « fujimorisme ». L'effondrement électoral de ce dernier - le parti « Fuerza Popular » est passé de première force du Congrès à sixième avec 7% des voix obtenues - s'est accompagné d'une forte fragmentation de l'ensemble des formations représentées dans l'enceinte législative (sous domination du centre-droit et de la droite nationaliste) et de la percée inattendue du Frente Popular Agrícola del Perú (Frepap). Ce parti religieux - évangélique et messianique -, agraire et conservateur prône un mélange de politiques « antisystème » (contre la corruption, les privilèges de la classe dirigeante et politique), antilibérales (contre les pouvoirs financiers et économiques), d'encadrement social (par la pratique religieuse et l'adoption de mesures sociales favorables aux classes populaires) et de remise en cause des droits sociétaux et des minorités (homosexuels, LGBT, etc.). Cette formation est arrivée deuxième en voix aux élections et disposera, après vingt ans d'absence au Congrès, du troisième groupe parlementaire.

Le court mandat des nouveaux parlementaires s'achèvera en 2021, date de l'élection présidentielle.

Stable sur le plan macro-économique (le Pérou a atteint une croissance de 2,2% en 2019 et devrait, selon les prévisions du gouvernement, pourrait croître de 4% en 2020), **le pays andin confirme avec ces élections la poussée des forces religieuses - notamment évangéliques - partout en Amérique latine. De ce point de vue, l'élection bolivienne permettra une nouvelle observation de la montée en puissance de ces dernières. En effet, le pasteur Chi Hyun Chung, arrivé troisième à la surprise générale lors du scrutin de 2019, sera de nouveau candidat le 3 mai.**

Le 2 février 2020 se tiendront des élections municipales au **Costa Rica**. Le 2 mars 2020, le **Guyana** renouvèlera son parlement. Pour sa part, l'**Uruguay** connaîtra des élections municipales et départementales le 10 mai 2020 dans la foulée de la prise de fonction du nouveau président de droite Luis Lacalle Pou (1^{er} mars). La République dominicaine élira quant à elle son nouveau président le 17 mai 2020 quelques semaines avant que des élections régionales partielles ne se tiennent au Mexique (7 juin).

En novembre 2020 se tiendront des élections législatives au **Belize** (1^{er} novembre) et municipales au **Paraguay** (8 novembre).

Deux autres élections influenceront fortement les évolutions politiques en Amérique latine en 2020. Il s'agit en premier lieu des élections municipales prévues le 4 octobre au Brésil. Celles-ci permettront de mesurer pour la première fois l'évolution du rapport de forces entre le président Jair Bolsonaro (à la tête de son nouveau parti « Aliança pelo Brasil » - Alliance pour le

Brésil) et son opposition, notamment de gauche, depuis la libération de prison de l'ancien président Lula.

L'élection législative annoncée au Venezuela avant décembre 2020 (date non fixée) - fruit du dialogue entamé en 2019 entre le président Nicolas Maduro et une partie des forces d'opposition - indiquera quant à elle les nouveaux développements - approfondissement ou amélioration - d'une crise d'envergure régionale et internationale. Son organisation est rejetée par Juan Guaido, président autoproclamé du pays soutenu par les États-Unis et une cinquantaine d'États. L'annonce de cette élection intervient tandis que 4,6 millions de Vénézuéliens - sur une population totale d'environ 29 millions de personnes - ont, selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, quitté leur pays depuis le début de la crise. La Colombie (1,6 million), le Pérou (863 000), l'Équateur (385 000), le Chili (371 000) et le Brésil (224 000) constituent les principaux pays d'accueil⁸.

Enfin, le Chili s'apprête à connaître une année qui sera marquée par plusieurs types de scrutins : référendum le 26 avril 2020 sur la possibilité d'adopter une nouvelle constitution et élection, en cas de victoire du « oui », des « constituants » en octobre ; élection inédite de gouverneurs régionaux le 25 octobre et le 22 novembre, en même temps que seront organisées les élections municipales.

COALITIONS RÉGIONALES EN MOUVEMENT

Au niveau régional, l'existence de trois groupes de pays, aux alliances mouvantes et sectorielles, se précise. Le Brésil de Jair Bolsonaro est le *leader* des pays de centre-droit et de droite. Composé, outre ce dernier, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du **Guatemala**, du **Honduras**, du Paraguay, du Pérou - et désormais de la Bolivie -, ce groupe, dont plusieurs pays clés traversent des crises politiques et sociales importantes, est favorable aux rapprochements économiques, commerciaux, sécuritaires et militaires avec Washington dans la région, même s'il doit maintenir de bonnes relations avec la Chine. Ces pays sont membres du Groupe de Lima (rejoints depuis le 28 janvier 2020 par **Haïti**) qui exige officiellement, avec Washington, le départ de Nicolas Maduro du Venezuela, qualifié de dirigeant d'un « régime illégitime et dictatorial »⁹. Par la voix du secrétaire d'État Mike Pompeo, l'administration Trump évoque désormais son ouverture à la possibilité d'une « transition négociée » qui pourrait déboucher sur « un gouvernement de transition qui organiserait des élections [présidentielles] libres et sincères ». Pour Washington toutefois, un tel processus ne pourrait voir le jour qu'à la condition que Nicolas Maduro se retire du pouvoir en amont.

Avec l'élection en Argentine du président péroniste de centre-gauche Alberto Fernandez (27 octobre 2019), le Groupe de Lima perd l'un de ses principaux fondateurs, et Washington, un allié direct. En effet, le nouveau président argentin souhaite une solution politique au Venezuela et se rapproche du Mexique qui reconnaît la légitimité de Nicolas Maduro en tant que président du

⁸ Chiffres au 5 janvier 2020.

⁹ Communiqué du Groupe de Lima, 5 janvier 2020.

pays. Le Mexique promeut le « Mécanisme de Montevideo » en faveur d'un dialogue entre ce dernier et l'opposition. L'Uruguay, co-promoteur de cette initiative, devra préciser sa position avec l'entrée en fonction du nouveau gouvernement dirigé par Luis Lacalle Pou. Ce dernier, hostile aux autorités de Caracas et soutien de Juan Guaido, a néanmoins déclaré ne pas souhaiter le reconnaître comme président par intérim du Venezuela, mais comme « président de l'Assemblée nationale ». Cette position lui permet également de ne pas reconnaître le rival de Juan Guaido, Luis Parra, comme représentant du pouvoir législatif vénézuélien.

Des rapprochements significatifs et inédits entre l'Argentine et le Mexique se confirment sur le plan diplomatique. Ces pays partagent les mêmes positions sur les dossiers « chauds » régionaux (Bolivie, Venezuela, élection du nouveau secrétaire général de l'Organisation des États américains – OEA - le 20 mars 2020¹⁰). Entravés par leurs difficultés économiques et politiques intérieures (récession et dette pour l'Argentine, performances économiques en-deçà et pression des États-Unis sur les questions migratoires et commerciales pour le Mexique), les deux pays militent néanmoins pour une relance de l'intégration régionale latino-américaine et de ses institutions délaissées ces dernières années par les nouveaux gouvernements de droite. L'Union des nations sud-américaines (Unasur), mais surtout la Communauté des États latino-américains et caribéens (Celac) - à laquelle ne participent pas les États-Unis, mais dont est membre **Cuba** - sont concernés. Le Mexique préside en 2020, avec le soutien actif de Buenos Aires, cette institution qui ne s'est pas réunie depuis 2017 et à laquelle ont décidé de ne plus participer le Brésil et la Bolivie. Coopération technologique (aérospatiale, aéronautique), lutte contre les désastres naturels, consolidation des échanges commerciaux intra-latino-américains, lutte contre la corruption, préparation commune du Forum Chine-Celac (novembre 2020) font partie des quatorze chantiers ouverts par cette présidence du gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador (« AMLO »).

Ainsi, les rapprochements entre l'Argentine et le Mexique s'accompagnent d'un délitement des relations avec le Brésil. Multipliant les critiques à l'égard de son homologue péroniste Alberto Fernández, le président Jair Bolsonaro, qui n'a pas participé à sa prise de fonction le 10 décembre 2019 (une première dans l'histoire des deux puissances sud-américaines), s'est félicité du soutien désormais apporté par Washington à la candidature du Brésil à l'OCDE contre l'Argentine. Cette dernière bénéficiait, sous la présidence de Mauricio Macri, du soutien de Donald Trump qui lui a retiré avec l'élection d'Alberto Fernández. Le président brésilien affirme néanmoins souhaiter préserver les relations commerciales avec l'Argentine, être prêt à rencontrer son homologue argentin et travailler avec Buenos Aires à la confirmation de l'accord de libre-échange négocié entre le Marché commun du Sud (Mercosur) et l'Union européenne (UE).

¹⁰ L'Argentine et le Mexique refusent la reconduction à ce poste stratégique de Luis Almagro, soutenu par Washington. Ils appuient la candidature de l'ancienne ministre des Affaires étrangères de l'Équateur María Fernanda Espinosa. Cette dernière, tout comme Luis Almagro, n'est pas présentée par son propre pays, mais par Antigua-et-Barbuda et Saint-Vincent-et-les-Grenadines. L'ancienne ministre est en rupture avec le gouvernement de Lenin Moreno, notamment du fait des positions de ce dernier sur la Bolivie, le Venezuela et le Nicaragua. Le candidat uruguayen, quant à lui, est désavoué par le gouvernement sortant de centre-gauche de son pays (mais soutenu par celui de Luis Lacalle Pou à venir) qui lui reproche ses positions pro-Washington sur ces mêmes sujets. Il est présenté par la Colombie. Cette élection cristallise et reflète l'ensemble des tensions et lignes de fracture régionales.

ÉTATS-UNIS : DES ÉLECTIONS DÉTERMINANTES POUR L'AMÉRIQUE LATINE

L'évolution des relations entre les pays latino-américains et les États-Unis sera largement influencée par l'issue des élections américaines prévue le 3 novembre 2020.

Pour Donald Trump, trois dossiers constituent la priorité en Amérique latine : la « *troïka de la tyrannie* » - Cuba, Nicaragua, Venezuela - ; la politique de répression migratoire vis-à-vis du Mexique et des pays centre-américains du Triangle Nord (El Salvador, Guatemala, Honduras) ; la perspective d'un vaste accord commercial avec le Brésil.

Sur le premier, le président américain poursuit sa stratégie d'accroissement des sanctions économiques, commerciales, financières et diplomatiques contre ces trois États, leurs gouvernements, leurs entreprises et leurs dirigeants. Il affirme qu'il poursuivra, s'il est élu pour un prochain mandat, son objectif dans ces pays « *socialistes* » : le changement de régime.

La question migratoire constituera pour sa part l'un des enjeux centraux de la campagne électorale américaine. En 2019, Donald Trump a obtenu du Mexique une coopération sécuritaire et militaire renforcée en matière de surveillance de sa frontière sud avec les pays du « Triangle Nord » et nord avec les États-Unis¹¹. Dans le même temps, le président américain a conclu des « accords de coopération sur les demandes d'asile » avec le Guatemala (26 juillet 2019), El Salvador (20 septembre 2019) et le Honduras (25 septembre 2019) au terme desquels ces pays s'engagent - tels des « pays tiers sûrs » - à gérer directement sur leur territoire les demandes d'asile des migrants de la région pour les États-Unis en échange d'un maintien et d'un renforcement de la coopération financière et économique de la première puissance mondiale. Donald Trump poursuivra, s'il est élu, sa politique de lutte contre l'immigration illégale et de tarissement des flux migratoires latino-américains vers les États-Unis.

Neuvième marché d'exportation pour l'économie américaine, le Brésil devient une priorité pour le locataire de la Maison-Blanche. « *Construire un nouveau partenariat* » entre les deux pays est désormais à l'ordre du jour. Et ce, à travers le projet désormais affirmé d'avancer vers la négociation d'un vaste accord de libre-échange entre les deux géants régionaux. Tout en soufflant le chaud et le froid (menaces récurrentes de sanctions sur l'acier brésilien), l'administration américaine s'engage dans de premiers rapprochements en matière commerciale : mesures de simplifications douanières, adoption de normes communes pour faciliter les importations de porc, de bœuf et d'éthanol américains au Brésil, développement des relations commerciales en matière énergétique.

¹¹ Sous pression de Washington depuis mai 2019 lorsque Donald Trump l'a menacé d'une puissante répression commerciale s'il ne limitait pas les flux de migrants vers le territoire américain, le Mexique a accepté de militariser la gestion de sa frontière sud avec les pays du « Triangle Nord » et nord avec les États-Unis. Le gouvernement d'AMLO a ainsi déployé 21 000 gardes nationaux à ses frontières nord et sud et affirme avoir réduit, en 2019, les flux de migrants de 70 % vers la frontière avec les États-Unis et « rapatrié » 180 000 personnes vers leurs pays d'origine.

Pour sa part, Joe Biden, candidat démocrate aux élections, considère qu'il est « *vital* [pour les États-Unis] *de maintenir leur leadership* » en Amérique latine face à la Chine et la Russie. Ces « *rivaux stratégiques* » recherchent, selon lui, « *des bénéfices diplomatiques et économiques* » dans la région, mais ne favorisent pas « *les institutions démocratiques et la bonne gouvernance* »¹². S'il accuse le président Trump de démission en Amérique latine, y ayant favorisé la montée en puissance de Pékin et de Moscou, et s'il diffère sur la méthode et la stratégie - Joe Biden mise sur un retour du multilatéralisme et une présence plus impliquée de son pays dans l'ensemble de la région -, il ne propose pas de ruptures avec les politiques menées par Donald Trump sur les dossiers prioritaires. Joe Biden reconnaît Juan Guaido au Venezuela comme président par intérim légitime¹³.

Sur ce point, il est rejoint par Pete Buttigieg, qui plaide également pour des sanctions économiques contre Caracas en même temps qu'il se prononce, *in fine*, en faveur d'une négociation entre le « *régime* » et l'opposition pour l'organisation d'une « *transition organisée* » devant déboucher sur la tenue d'« *élections libres et sincères* ». Parmi les autres candidatures démocrates, Bernie Sanders et Elizabeth Warren rejettent les prétentions hégémoniques des États-Unis en Amérique latine et condamnent les politiques migratoires de Donald Trump. Critiques des gouvernements de droite et des événements en Bolivie, ils condamnent également Nicolas Maduro au Venezuela (Elizabeth Warren a voté en faveur des mesures coercitives contre Caracas) sans toutefois soutenir explicitement Juan Guaido, un changement de régime ou l'option d'une intervention militaire dans ce pays.

Ces élections américaines et leurs conséquences sur l'évolution de la « guerre commerciale » entre la Chine et les États-Unis, ainsi que sur la question de l'élargissement de cette dernière à l'Europe, seront également cruciales pour l'avenir des pays latino-américains. Cette dernière mine l'ensemble des économies de la région, à l'exception du Mexique qui a profité de cette situation pour augmenter ses exportations vers les États-Unis à hauteur de 3,5 milliards de dollars¹⁴. Selon une étude de la Banque d'Espagne, si elle perdurait, cette guerre commerciale pèserait jusqu'à 0,4 point de croissance dans la région sur les deux années à venir (2019-2021).¹⁵

L'Amérique latine, dont une majorité de pays a désormais la Chine pour principal partenaire commercial devant les États-Unis, devient une aire de confrontation économique et géopolitique majeure entre les deux principales puissances mondiales. ■

¹² Joe Biden, « The Western Hemisphere Needs U.S. Leadership », *Americas Quarterly*, 17 décembre 2018, <https://www.americasquarterly.org/content/joe-biden-western-hemisphere-needs-us-leadership>

¹³ *Council on Foreign Relations*, « The Presidential Candidates on Venezuela », 30 juillet 2019, <https://www.cfr.org/article/presidential-candidates-venezuela>

¹⁴ Cnuced, « Trade war leaves both US and China worse off », 5 novembre 2019, <https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2226>

¹⁵ Dans *Diario de Centro America*, 8 novembre 2019, <https://dca.gob.gt/noticias-guatemala-diario-centro-america/guerra-comercial-afectara-a-la-region/>

L'AMÉRIQUE LATINE EN 2020

PAR

CHRISTOPHE VENTURA / DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'IRIS

FÉVRIER 2020

NOTE D'ANALYSE RÉALISÉE PAR L'IRIS POUR LE COMPTE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

LES ANALYSES ET CONCLUSIONS DE CETTE NOTE SONT FORMULÉES SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS. ELLES NE REFLÈTENT PAS NÉCESSAIREMENT LE POINT DE VUE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT.

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org